



FO *la force syndicale* **Finistère**
DGFIP

SYNDICAT NATIONAL
Solidaires
Finances
Publiques



FINANCES PUBLIQUES LIQUIDÉES, USAGERS SACRIFIÉS !!

Vous avez l'habitude d'être reçu dans votre centre des Finances Publiques avec un maximum de professionnalisme de notre part.

Aujourd'hui, il est devenu impossible pour nous, agents des Finances Publiques de remplir nos missions et de répondre correctement à vos attentes !

Entre 2002 et 2016, les gouvernements successifs ont supprimé 35 000 emplois dans notre administration, alors que dans le même temps les statistiques réalisées par notre propre direction montrent que la demande de renseignements au guichet et au téléphone ne cesse d'augmenter. Cette année, le projet de loi de Finances 2017 prévoit encore 1815 suppressions d'emplois, un véritable Waterloo pour le service public Financier.

Notre direction ne cesse d'éloigner le service de l'utilisateur. En 2015, les trésoreries de Plouigneau, Pont Aven, Saint Thégonnec, Plouescat ont Fermé, et en 2016 les trésoreries de Ploudalmézeau et Saint Martin des Champs. Au 1^{er} janvier 2017 la fermeture de la Trésorerie de Plogastel Saint Germain est d'ores et déjà actée. En 2015, le service des impôts des entreprises de Douarnenez a aussi fermé et d'autres Services Impôts des Entreprises et Services de l'enregistrement et de Publicité Foncière sont menacés.

Des plates-formes téléphoniques sont développées, comme les centres de contacts, qui déshumaniseront l'accueil fiscal, alors que le contexte économique difficile entraîne une augmentation des demandes de délais et gracieux.

Le prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu n'apportera aucune simplification pour les particuliers qui continueront à déclarer, bien au contraire ! Alors que 70 % des foyers fiscaux sont déjà mensualisés, les contribuables se retrouveront face à une usine à gaz, dont le seul résultat sera de fournir de la trésorerie aux grandes entreprises !

Faute de moyens suffisants, nos services ne pourront pas fournir l'accueil et les renseignements face à cette réforme.

Pour les usagers sacrifiés, le sabotage de notre ministère signifiera des files d'attente qui s'allongent, notamment pendant la campagne de déclaration pour l'impôt sur le revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière. Moins de personnel c'est moins d'écoute et de disponibilité alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent. La diminution de l'accès au service public c'est aussi la remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à Internet et qui ne peuvent se déplacer !

ENSEMBLE DEFENDONS

NOS SERVICES PUBLICS